



LES SAHÉLIENS PEUVENT NOURRIR LE SAHEL

2008 : Crise alimentaire mondiale ou effondrement du pouvoir d'achat ?

Causes mondiales et conséquences au Sahel

Le positionnement d'Afrique Verte

I. Rappels généraux et historiques : des chiffres qui choquent ¹ :

854 millions de personnes, soit 15 % de la population mondiale, souffrent toujours de la faim dans le monde. 96 % d'entre elles habitent dans les Pays en Développement et les 3/4 sont des ruraux. Ces chiffres sont en continuelle augmentation.

C'est inacceptable. D'autant que nous pourrions produire assez pour nourrir toute l'humanité et que nous ne pouvons invoquer des connaissances insuffisantes pour éliminer la faim.

Notons que ² :

- Sur les 854 millions de personnes qui souffrent de la faim, 820 millions vivent dans les pays en développement, 25 millions dans les pays en transition et 9 millions dans les pays industrialisés.
- 2 milliards de personnes souffrent de malnutrition.
- 1 milliard de personnes vivent en dessous du

seuil de pauvreté : moins de 1 \$ par jour.

- Près de 3 milliards de personnes vivent avec moins de 2 \$ par jour, avec des records en Afrique : Ouganda 97% de la population, Mali et Nigéria 91%, Comores 88%, Niger 86%... (à noter qu'en Europe une vache reçoit en moyenne 2,20 \$ par jour de la part des contribuables, sous forme de subventions et d'autres allocations !).

- Chaque année, 11 millions d'enfants meurent avant leur 5^{ème} anniversaire. Dans les pays les plus touchés, l'espérance de vie à la naissance n'atteint pas 40 ans.

- 10% de la population mondiale détient 70% de la richesse de la planète.

Aujourd'hui, **une faible proportion des victimes des famines** font la une de l'actualité et **déclenchent les aides d'urgence**. Le plus souvent, elles meurent de façon anonyme, loin des médias.

II. La faim : état des lieux, un problème chronique à l'échelle mondiale

Au niveau international

En 1974, la Food and Agriculture Organization (FAO) organise la première conférence mondiale de l'alimentation qui s'est fixée pour objectif l'éradication de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition **avant dix ans**.

En 1996, la FAO, estimant que 800 millions de personnes souffrent de la faim, organise le Sommet Mondial de l'Alimentation (SMA) qui réunit 185 chefs d'Etats et se donne pour objectif de réduire de moitié le nombre de victimes de la faim dans le monde **en 20 ans**.

En septembre 2000, les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) sont adoptés. La pauvreté dans le monde devra diminuer de moitié d'ici 2015.

En 2002, le sommet « 5 ans après » est organisé. Le constat est alarmant : « à ce rythme, l'objectif du SMA ne sera atteint qu'en 2150, **avec plus d'un siècle de retard** »...

Aujourd'hui, selon la FAO, le pourcentage mondial de victimes de la faim a diminué par rapport à 2002. Mais, ce ratio est un arbre qui cache la forêt : sur la même période le nombre de victimes de la faim est resté stable, malgré les efforts de développement et les OMD. Pourquoi ? La population mondiale et donc les besoins alimentaires ont augmenté. La Chine a fait des progrès remarquables et l'Europe, l'Amérique Latine/Caraïbe, l'Asie Pacifique et

l'Afrique Subsaharienne ont vu leur proportion de citoyens sous-alimentés légèrement diminuer. Les problèmes se déplacent donc et s'accroissent dans certaines régions, notamment au Proche-Orient, en Afrique du Nord et dans de nombreux pays en transition.

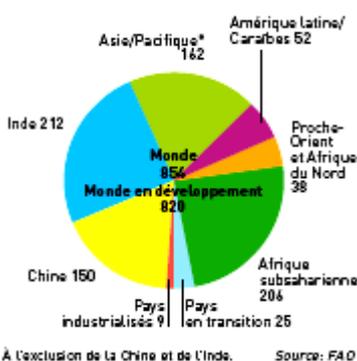
La faim dans le monde ne diminue donc pas mais les disparités géographiques et sociales s'accroissent.

Les pays développés et la France ³

Difficile d'obtenir des chiffres officiels sur la faim dans les pays développés ! En Europe, les victimes de la faim sont estimées à 9 millions pour une population totale d'environ 1 milliard d'habitants.

En France, l'inégalité sociale est forte : les 10% les plus riches détiennent 46% du patrimoine français (+40% sur la période 1996-2006). Environ 5 millions de français vivent sous le seuil de pauvreté (8% de la population) et 2,5% de la population française est victime de la faim. Il est à craindre que ces chiffres augmentent étant donné la situation actuelle.

La demande auprès des associations caritatives est en augmentation sensible et permanente. Ainsi en 2007, la **Fédération française des banques alimentaires** a distribué 71.100 tonnes de denrées à 4.890 associations et organismes sociaux en faveur de plus de 750.000 personnes soit l'équivalent de 142 millions de repas.



* À l'exclusion de la Chine et de l'Inde. Source: FAO

Personnes sous-alimentées
2001-2003 (en millions)

Afrique Verte

12-20 rue Voltaire
93100 Montreuil
Tél : 01 42 87 06 67
afriqueverte@wanadoo.fr
www.afriqueverte.org

AcSSA au Niger

AMASSA au Mali

APROSSA au Burkina

¹ Source : rapports FAO (SOFI 2006) et « L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde, 2006 »

² Source : FAO et www.statistiques.mondiales.com pour l'année 2005

³ Source Insee, rapport « France, portrait social - Edition 2007 »

Selon les estimations de la FAO :

La production mondiale de riz (plus de 600 millions de tonnes) devrait atteindre des volumes record en 2008 (+2,3% environ), notamment en Amérique du Sud, en Afrique et en Asie, alors que les Etats-Unis, l'Australie et l'Europe diminuent leur production pour la quatrième année consécutive.

La production céréalière mondiale 2007 est estimée à un niveau record de 2,105 milliards de tonnes, soit une hausse de 4,8 % par rapport à 2006. La production mondiale 2008 devrait encore augmenter de 2,8%.

Mais la consommation augmente plus rapidement que la production et les stocks diminuent : ils sont à leur niveau le plus bas depuis plus



La culture d'agrocarburants comme le colza fait augmenter la spéculation foncière

⁴ Source : FAO, rapport « Perspectives de récoltes et situation alimentaire » - n°2, avril 2008

⁵ Auteur du rapport des Nations Unies sur les « Projections démographiques mondiales (1950-2050) », le 24 février 2008

⁶ Ce chiffre est proche de l'incertitude statistique. Globalement la production mondiale de riz stagne, les stocks sont bas alors que les besoins augmentent

⁷ Goldman Sachs est l'une des banques d'investissement américaines les plus anciennes et influentes. Elle est l'interlocuteur direct privilégié de la Banque Centrale Américaine

III. La situation dans le contexte actuel : une crise mondiale (pétrole, céréales)

Depuis le mois de janvier 2008, la colère monte aussi bien dans les pays en développement que dans ceux industrialisés. En cause une flambée mondiale simultanée du prix de nombreuses denrées alimentaires, du pétrole et de la majorité des matières premières.

De mars 2006 à mars 2008 ⁴, l'inflation concerne particulièrement les céréales à la base de l'alimentation humaine, mais aussi animale : blé (+157%), maïs (+140%) et riz (+93%) et les courbes connaissent actuellement une montée vertigineuse (respectivement +14%, +29% et +52% sur le premier trimestre 2008), preuve qu'une forte spéculation est actuellement en cours. Les autres produits agroalimentaires sont aussi touchés, notamment les produits laitiers mais aussi les œufs, la viande (respectivement +48%, +26%, +8% de mars 2007 à mars 2008) ou encore les biens de consommation quotidienne (savon, produits ménagers).

Les causes, largement abordées dans les médias internationaux, semblent provenir de la juxtaposition de phénomènes multiples, d'origines et de responsabilités variées.

L'offre et la demande... et la spéculation

La croissance démographique : selon le démographe Thomas Buettner ⁵, à raison de 200.000 habitants de plus chaque jour sur la planète, neuf milliards d'êtres humains peupleront la Terre en 2050, contre 6,5 milliards actuellement. La croissance démographique des pays émergents, l'urbanisation et l'évolution des modes de vies s'accompagnent d'une exigence en quantité, en qualité et en diversification des produits de première nécessité. Cette évolution génère une forte augmentation de la consommation alimentaire mondiale : la hausse de la demande en céréales et en viande de pays comme la Chine ou l'Inde, qui cumulent une forte expansion de leur population et l'entrée dans une société de consommation « à l'occidentale », participent à l'accroissement de l'élevage et de la riziculture (responsables d'émissions de méthane qui accélèrent les dérèglements climatiques). Il faudra donc produire plus pour l'élevage. Aujourd'hui, 45% de la production mondiale de céréales est déjà destinée à l'alimentation animale.

Les dérèglements climatiques : les sociétés industrielles et les pays en voie de développement augmentent leur émission de dioxyde de carbone (CO₂) (gaspillage énergétique, pollution atmosphérique...) ce qui accélère les désordres climatiques (sécheresses, inondations...). Si, selon les prévisions de la FAO, la production mondiale de riz en 2007 devrait augmenter de 1,4% ⁶ par rapport à 2006, les accidents climatiques pourraient

temporairement affecter la production agricole de certains pays en 2008, comme par exemple en Birmanie frappée par un cyclone début mai. Dans ce cas de figure, les gouvernements et importateurs, craignant la pénurie, stockent de grandes quantités de riz, participant ainsi à la spéculation et alimentent donc la hausse du prix de la céréale.

Les terres consacrées à la culture des agrocarburants : l'économie libérale comme système de régulation des échanges favorise les pays riches qui sont à l'initiative de spéculations sur le pétrole et maintenant sur les céréales, alimentaires ou non, faisant exploser les prix des produits de consommation courante. La mode des agrocarburants et la forte demande foncière qui l'accompagne pour la mise en culture de céréales (le blé, le colza, le tournesol chez nous, le palmier à huile, la canne à sucre, le soja ou le maïs dans les pays du Sud) destinées à « remplacer » le pétrole participent à cette inflation en réquisitionnant des terres auparavant réservées aux cultures vivrières. Les terres cultivables connaissent à leur tour de fortes spéculations dans de nombreux pays comme le Brésil ou l'Indonésie.

Les causes visibles de la mondialisation...

L'augmentation de la facture énergétique : elle se répercute sur les produits de l'industrie agroalimentaire et sur les coûts de transport : le prix du baril de pétrole brut avoisine les 130 US\$ en mai 2008 alors que le seuil des 100 US\$ a été atteint en janvier de la même année, soit une augmentation de 30% en 5 mois. Et ce n'est qu'un début car selon les estimations d'Arjun Murti, analyste chez Goldman Sachs ⁷, qui avaient prédit cette flambée, l'inflation pourrait porter ce prix à 200 US\$ dans les six à vingt quatre prochains mois.

Les taux de change : la faiblesse actuelle du dollar américain par rapport à l'euro a un impact négatif sur les organismes internationaux comme le FMI ou l'ONU qui, pour 2008, doivent rallonger le budget du Plan Alimentaire Mondial de 700 millions de dollars pour combler le manque à gagner. De nombreux pays, notamment sud-américains et asiatiques, dont la monnaie est indexée sur le dollar américain, connaissent ainsi des difficultés. Si les pays indexés sur l'euro, notamment en Afrique de l'Ouest (Franc CFA), subissent moins cet impact, la hausse des prix risque de s'aggraver quand le rapport euro/dollar s'inversera.

Le soutien aux agricultures du Nord : les pays industrialisés ont créé une agriculture intensive puis ils l'ont largement subventionnée pour qu'elle produise moins, les surplus étant exportés à des prix artificiellement bas. Ces pratiques ont empêché d'autres pays de



Wall Street, la bourse où les spéculations sur les céréales ont commencé suite à la crise des subprimes

produire à des prix compétitifs. C'est ainsi que, sous l'influence de la Banque Mondiale, les PVD ont misé sur les cultures d'exportation au détriment des cultures vivrières, alors qu'entre temps la population a augmenté et que la demande évolue avec l'urbanisation : elle est devenue plus forte sur les produits prêts à l'emploi issus d'une industrie agroalimentaire largement insuffisante voire inexistante dans les PMA. Ce schéma, cohérent lors de sa mise en place, génère des difficultés qui auraient dû être anticipées.

Parallèlement à ce soutien aux cultures d'exportation, peu de mesures ont été prises pour soutenir la production vivrière, notamment en Afrique. Contrairement à ce qui a été réalisé pour les cultures d'exportation, tout l'aval de la filière vivrière a été négligé : la commercialisation n'a pas été organisée (pas d'infrastructure de stockage, pas de technique de conservation ni de transformation des produits bruts...). Dans les régions de production, cela a entraîné une surproduction saisonnière⁸ de céréales ou de produits maraîchers, puis un découragement des paysans alors tentés de limiter leur production qui ne trouvait pas d'acquéreur. Les consommateurs se sont contentés de produits importés peu coûteux.

Suite à la crise des subprimes aux Etats-Unis, une spéculation de repli sur les denrées alimentaires s'est renforcée. Par conséquent, aujourd'hui, les prix flambent et les populations des PVD et PMA ne peuvent plus accéder à ces

produits. Finalement la hausse conjointe des denrées importées et de la facture pétrolière se répercute sur certains produits locaux. Ce phénomène d'indexation, fruit des règles de la mondialisation, entraîne de fortes spéculations sur les productions nationales, notamment en cas de crise alimentaire mondiale ou, plus précisément, de crise du pouvoir d'achat, ce qui est le cas actuellement.

Alors à qui la faute ?

Selon Jacques Berthelot⁹ dans son communiqué « *démêler le vrai du faux sur la flambée des prix agricoles mondiaux* », l'impact de la Chine et de l'Inde, pourtant largement montrés du doigt, sur la flambée des prix des céréales est aujourd'hui nul. L'inflation actuelle serait imputable aux Etats-Unis « *premiers responsables de la flambée des prix agricoles et des émeutes de la faim par leur objectif dément de production de biocarburants et parce que les prix des grains des EU font les prix mondiaux sur lesquels les autres pays exportateurs s'alignent* » et à l'Union Européenne, qui plus encore que les EU importe des produits alimentaires en provenance des pays en développement.

Les EU et l'UE ont par ailleurs soutenu l'AsA, la PAC et la Farm Bill en partie responsables de la dérégulation des marchés internationaux, mais « *la responsabilité la plus lourde de l'UE et des EU dans la progression récente et surtout future de la faim réside dans les accords bilatéraux de libre-échange imposés aux PED* ».

IV. La situation en Afrique de l'Ouest subsaharienne

La pauvreté des populations déjà les plus démunies s'accroît donc toujours : le pouvoir d'achat s'effondre car les prix augmentent alors que les ressources stagnent ou diminuent.

La situation en Afrique de l'Ouest, d'après le CILSS¹⁰ (début 2008)

La production céréalière d'Afrique de l'ouest est en légère baisse : 47.226.000 tonnes en 2007, contre 49.773.000 tonnes en 2006. Sur la zone CILSS (9 pays sahéliens d'Afrique de l'Ouest), le constat est identique : 14.764.000 tonnes en 2007 contre 15.032.000 tonnes en 2006.

Mais comme les deux dernières campagnes ont été bonnes, les stocks ont été reconstitués et la situation est globalement satisfaisante. Mais il y a des zones à problème (suite aux poches de sécheresse ou aux inondations), notamment au Sénégal, Niger, Nord Nigeria, Cap Vert, en Mauritanie, Guinée Bissau et Gambie. On note une tension sur les marchés dans le bassin Est, suite à la demande du Nigeria et du Bénin, et dans le bassin Ouest, suite aux déficits du Sénégal, Cap Vert, de la Guinée Bissau et Mauritanie. La hausse des prix est exacerbée par la situation mondiale et les entraves à la libre circulation sous régionale des denrées.

Les mesures préconisées pour limiter les crises sont les suivantes :

- approvisionner les banques de céréales,
- reconstituer le stock national de sécurité (SNS),
- réhabiliter les infrastructures détruites lors des inondations,
- appuyer la commercialisation du maraîchage (oignons, pommes de terre...),
- reconstituer le capital productif (semence, engrais),
- accentuer les ventes à prix modéré dans les zones à problèmes et y développer les actions de soutien diverses (VCT, CES...),
- faciliter l'accès aux formations et à l'information,
- limiter les exonérations de taxes qui peuvent être préjudiciables à moyen terme,
- favoriser la libre circulation des denrées (intégrer la dimension régionale dans les politiques nationales de commerce),
- développer les investissements privés et publics pour l'agriculture.

⁸ Les cultures vivrières comme le mil ou le sorgho sont traditionnellement des agricultures familiales, de subsistance. On estime que seulement 15% des récoltes sont commercialisées

⁹ Jacques Berthelot est économiste rural, ex-maître de conférences à l'Ecole Nationale Supérieure Agronomique de Toulouse, chercheur associé au laboratoire Dynamiques rurales. Membre de l'association SOLIDARITE, il a publié en 2001 « *L'Agriculture, Talon d'Achille de la Mondialisation* », collection L'Harmattan

¹⁰ Comité permanent Inter-états de Lutte contre la Sécheresse au Sahel dont l'objectif général est de s'investir dans la recherche de la sécurité alimentaire et dans la lutte contre les effets de la sécheresse et de la désertification, pour un nouvel équilibre écologique au Sahel



Labour des parcelles de riz



Le mil et les céréales sèches locales résistent à la flambée des prix



Stocks de céréales sèches

Les mesures déjà prises au Burkina Faso, au Mali et au Niger :

Dans les pays sahéliens, la « Sécurité alimentaire » est au centre des préoccupations. De très nombreuses structures étatiques travaillent sur ce sujet, généralement financées par des fonds bilatéraux ou internationaux. Chaque pays dispose donc d'un panel de structures de surveillance, de prévention et d'intervention pour limiter les crises alimentaires.

Au Burkina, au Mali et au Niger, pays d'intervention d'Afrique Verte, des stocks nationaux de sécurité ont été constitués ainsi que des stocks d'intervention :

- Le SNS, géré par l'Etat et les partenaires, est constitué d'environ 35.000 tonnes de céréales/an/pays (principalement mil et sorgho). On rappelle que le besoin national est d'environ 3.000.000 tonnes pour chacun des 3 pays. Ce volume ne peut donc répondre qu'à des crises très localisées et ponctuelles, suite à des poches de sécheresse ou inondations...
- De plus, des stocks d'intervention (15 à 20.000 tonnes/an/pays) ont été constitués par les Etats qui les gèrent. Ils comprennent du riz, pour approvisionner le marché en cas de crise.
- L'aide alimentaire ne représente qu'environ 5% des volumes dans ces 3 pays.

Dès les récoltes fin 2007, pourtant annoncées bonnes, des mesures ont été prises par les Etats du Burkina, du Mali et du Niger, pour éviter une crise :

♦ **Au Burkina** : la récolte estimée prévoyait un excédent céréalier de 700.000 tonnes, soit environ 30% des besoins de consommation :

- **mi-novembre** : libération d'une partie du stock d'intervention à prix social dans les 15 provinces déficitaires du pays (sur 45 au total). A la même époque : mise en place d'une coopération entre les acteurs céréaliers et l'Etat afin d'approvisionner les zones déficitaires pendant 3 mois (décembre à février),
- **Février** : annonce de l'exonération ou de la réduction de 30 à 35% des droits de douane pour 3 mois (mars à mai) sur certains produits : riz, sel, lait...
- **Février** : blocage officieux des exportations de céréales (ce qui crée une tension dans les pays de la sous région),

♦ **Au Mali** : excédent céréalier estimé à plus de 800.000 tonnes (30% des besoins) :

- **Dès décembre** : distribution de céréales par le Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA) puis approvisionnement des Banques de Céréales villageoises (prévision de 20 tonnes par BC),
- **Décembre** : Ventes à prix social sur le stock d'intervention ; distributions de vivres par le PAM pour les populations en difficulté ; mise en place d'actions « Vivres Contre Travail » (VCT) ou « Vivres Contre Formation » (VCF),
- **Janvier** : tentative d'une opération « pain aux céréales locales » qui a échoué,
- **Mars** : achat de 20.000 tonnes de riz local par le CSA,
- **1^{er} avril au 30 septembre** : exonération des taxes sur l'importation du riz,
- **Mai** : 2.000 tonnes des céréales mises en marché à prix plafonné,
- **Mai** : plan du premier ministre pour développer la riziculture (45 milliards de FCFA soit environ 6,9 millions d'euros).

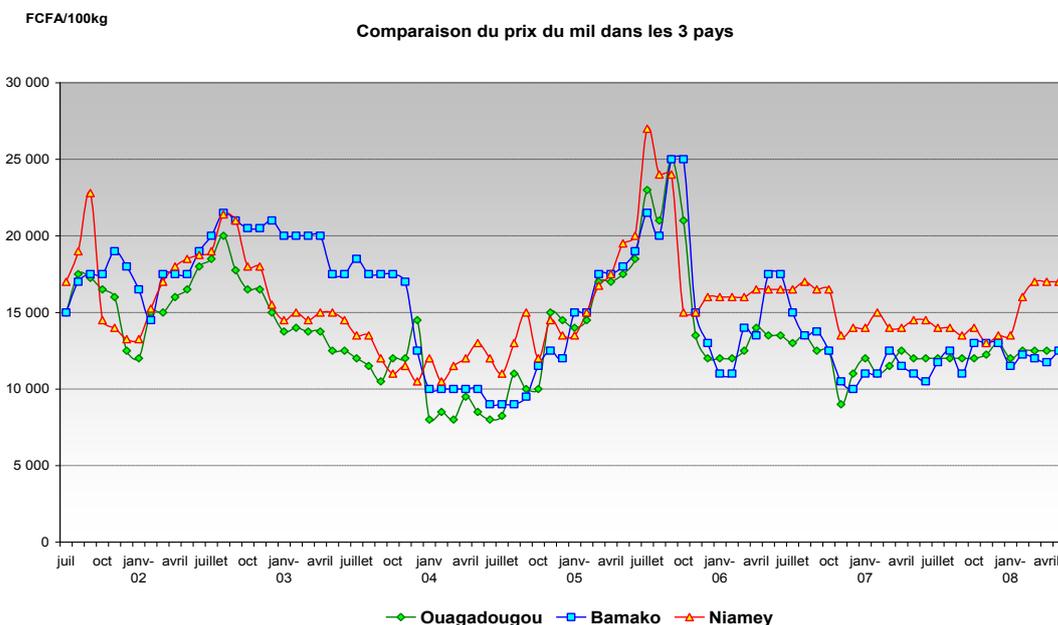
♦ **Au Niger** : excédent céréalier estimé à 215.000 tonnes (6% des besoins) :

- **Dès début novembre** : achat de 4.000 tonnes d'engrais ; vente de plus de 5.000 tonnes de riz (don japonais) ; démarrage du réapprovisionnement des BC (cette opération se poursuit sur plusieurs mois),
- **Janvier** : programme spécial Conservation des Eaux et Sols (CES) et Défense et Restauration des Sols (DRS),
- **Février** : vente de céréales à prix modérés,
- **Mars-avril-mai** : rencontre du 1^{er} ministre avec les importateurs de riz (7 mars) puis suspension pour 3 mois des droits et taxes à l'importation du riz, ventes à prix modérés.

Suite aux « émeutes de la faim », les populations sahéliennes ont soumis de nombreuses revendications à leur gouvernement. Parmi elles, les hausses de salaire demandées, notamment au Burkina, n'ont pas été accordées.

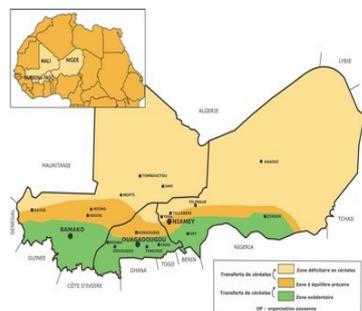
Quelle évolution des prix au Burkina Faso, au Mali et au Niger ?

Les 3 pays accusent une hausse des prix, notamment sur les produits importés. La hausse du riz mondial entraîne le riz local. Par contre le cours des céréales locales (mil et sorgho) reste relativement stable, même si on note certaines hausses, « normales à cette saison ».

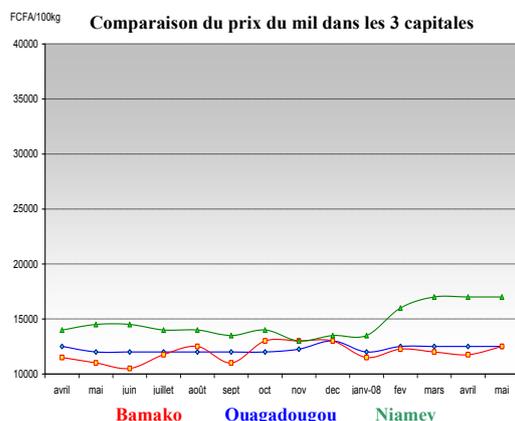


Source : bulletins « Point sur la Situation Alimentaire au Sahel (PSA) », publiés mensuellement par Afrique Verte

On note que le cours du mil a flambé fin 2002 et en 2005, dates des dernières « crises locales ». Le prix du mil est relativement stable dans les 3 pays depuis les récoltes, fin 2006.



Les pays d'intervention
d'Afrique Verte

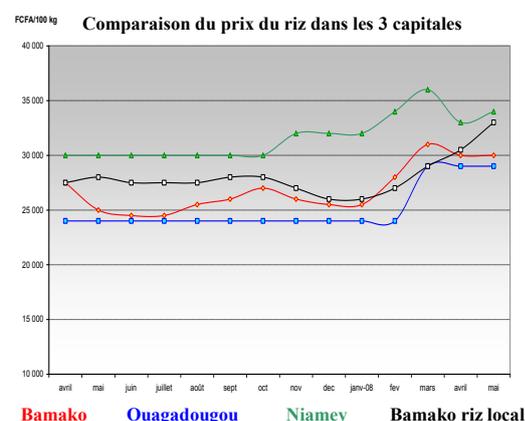


Source « PSA », Afrique Verte

- Au **Mali**, le prix du mil reste assez stable dans les différentes régions et à un prix inférieur à 15.000 FCFA le sac de 100 kg : la situation n'est pas préoccupante.

- Au **Burkina**, malgré de bonnes récoltes, on note une récente hausse des prix. Est-elle due aux variations saisonnières ou à la spéculation ? La situation doit être surveillée.

- Au **Niger**, les prix sont élevés, surtout par rapport au pouvoir d'achat des populations, mais les hausses semblent contenues.



Source « PSA », Afrique Verte

L'évolution du prix du riz importé est différente : dans les trois pays, on observe une forte augmentation. Cette hausse est flagrante à partir de février-mars 2008, alors que les premières « émeutes de la faim » survenaient à Bobo Dioulasso (Burkina Faso).

Généralement, le prix du riz local au Mali est plutôt légèrement supérieur à celui du riz importé. Depuis février 2008, on note que le prix du riz local a augmenté. Le cours du riz local semble ainsi normalement « tiré » par celui du riz importé.

En conclusion sur l'évolution des prix

Les prix des produits importés (riz, blé donc pain et produits de consommation courante) ont augmenté au Sahel ce qui appauvrit les populations déjà fragiles, notamment en milieu urbain et périurbain.

Cette flambée des prix a poussé les populations dans la rue. Mais au-delà de ce constat, il est probable que les annonces de « crise alimentaire mondiale » ont favorisé des spéculations

sur les marchés nationaux et internationaux.

Néanmoins, en zone rurale (70% de la population environ), au Burkina, au Mali et au Niger, les repas sont principalement composés de céréales locales qui, suite aux mesures, restent à un niveau de prix relativement abordable. La situation est donc assez tendue, mais n'est pas encore dramatique.



Les femmes nettoient les céréales brutes avant de procéder à la transformation



Les produits transformés sont calibrés avant ensachage pour mieux répondre aux goûts et aux besoins des consommateurs

V. Quelles perspectives ?

Que faire pour juguler la crise au niveau mondial ?

Lors d'une conférence organisée le 10 mars 2008 à Londres, la Banque Européenne de Reconstruction et de Développement (BERD) et la FAO ont dressé un état des lieux de l'escalade des prix alimentaires. Une série de préconisations communes, d'abord orientés vers l'Europe de l'Est et de la Communauté des Etats Indépendants (CEI, pays de l'ex URSS), a été mise en avant :

- L'accroissement des investissements durables sur l'ensemble de la filière agricole et agroalimentaire conditionnée par une bonne coopération entre secteurs privés et publics et par la nécessité d'un environnement institutionnel et réglementaire favorable.
- L'augmentation de la production céréalière.
- La protection des consommateurs les plus faibles grâce à un soutien ciblé des revenus des couches les plus vulnérables de la population.
- La limitation des interventions des Etats (contrôles des prix, subventions, réduction des barrières douanières, restrictions sur les exportations...) qui risqueraient de provoquer des distorsions sur les marchés intérieurs.
- Le développement des connaissances et du capital humain.
- Le renforcement des systèmes de crédit et des instruments financiers.
- La création de réseaux régionaux.
- Le développement des marchés fonciers.

Que faire pour réduire l'insécurité alimentaire au Sahel et améliorer la souveraineté alimentaire ?

Les Etats du Sahel ont déjà pris nombre de mesures. Certaines visent à améliorer la situation à court terme (ventes à prix modéré, interventions, exonération...), d'autres visent le plus long terme, notamment la relance de la production agricole vivrière.

Mais pour Afrique Verte, la constitution d'un marché sous régional ouvert et d'une industrie agroalimentaire dans les pays producteurs est impérative pour relancer durablement la production car elle offrira un débouché régulier aux paysans, les incitant ainsi à produire. Elle apportera une valeur ajoutée à la production nationale, donc des revenus. La transformation de céréales permettra d'approvisionner régulièrement les zones déficitaires rurales et surtout urbaines. Elle réduira la dépendance vis-à-vis des importations de plus en plus onéreuses. Elle permettra d'améliorer la sécurité et la souveraineté alimentaire.

C'est en ce sens qu'Afrique Verte déclare depuis un an que la hausse des prix des céréales sur le marché mondial est une opportunité que le Sahel doit saisir pour relancer son agriculture et plus largement son économie. C'est ainsi qu'Afrique Verte International ¹¹ soutient de plus en plus activement les petites entreprises de transformation de céréales locales, gérées par les sahéliennes, afin qu'elles puissent répondre au défi actuel :

« nourrir les villes au Sahel »

¹¹ voir le bulletin APROSSA Info n°16 paru en avril 2008 qui soutient le RTCF (réseau des transformatrices de céréales du Faso). A consulter sur notre site internet www.afriqueverte.org, rubrique actualités